

# **TERMES DE RÉFÉRENCE**

Pour l'évaluation finale indépendante du

# Programme de renforcement des systèmes et des services de santé en Côte d'Ivoire, Liberia et Sierra Leone (PROSSAN 2 – Afrique de l'OUEST)

# Tableau récapitulatif

Nom du programme	Programme de renforcement des systèmes et des services de santé en Côte d'Ivoire, Liberia et Sierra Leone (PROSSAN 2 – Afrique de l'OUEST)					
Numéro de contrat	CZZ3459 01 J – PROSSAN 2					
Secteur/s	Secteurs principaux : Santé & Nutrition, Santé Mentale et Psychosocial					
	Secteurs secondaires : Moyens d'existence, Plaidoyer					
Partenaires (si applicable)	1 partenaire international SOLTHIS (Sierra Leone)					
	5 partenaires nationaux (1 Côte d'Ivoire, 1 Liberia, 3 Sierra Leone)					
	Autorités sanitaires des 3 pays					
Localisation (pays, région/s)	Côte d'Ivoire, Liberia, Sierra Leone					
Durée	3 ans					
Date de début	15 mai 2022					
Date de fin	14 mai 2025					
Langue du programme	Français et Anglais					
Donateur(s) & contribution(s)	Principal partenaire financier : AFD					
	Contributeurs financiers : ACF, Irish Aid, Nations Unies, fondations privées					
Mission responsable du programme/projet	Sylvain DUPONT, Coordinateur Régional Programmes					
Siège ACF responsable	Aurélie FERIAL, Directrice Régionale des Opérations Adjointe					
Type d'évaluation	Finale indépendante					
Dates de l'évaluation	Décembre 2024 – Mars 2025					

## **ACRONYMES**

Voir les documents de projet (Proposition de projet – NIONG, rapport intermédiaire)

## 1. DÉTAILS DU PROGRAMME

## 1.1. Carte de la zone d'opération du programme



#### 1.2. Justification du programme

### Analyse du contexte :

Depuis les années 80, la Côte d'Ivoire, le Liberia et la Sierra Leone, ont été touchés par des conflits violents (guerre civiles, violences politiques), des désastres naturels (inondations) et des épidémies de grande ampleur (choléra, Ebola, COVID19). Si depuis la fin de l'épidémie du virus Ebola (2014-2016), les trois pays bénéficient d'une certaine stabilité, les nombreuses crises et chocs ont mis à mal les services publics, qui peinent encore à répondre aux besoins des populations. Des facteurs externes comme la crise économique mondiale (inflation, crise de l'énergie, rupture de marchandises et de matières premières) ou encore l'expansion de la crise sahélienne dans les pays côtiers du Golfe de Guinée (et notamment en Côte d'Ivoire) ont un impact direct sur l'économie des ménages et leur sécurité alimentaire.

Le manque d'autonomie financière en matière de santé demeure un obstacle majeur pour les pays qui sont encore loin d'atteindre les Objectifs de Développement Durable. Par exemple, selon une analyse d'écarts, le Liberia atteindra la cible en matière de mortalité maternelle en 2038 et celle en matière mortalité néonatale en 2043¹. En 2019, le Liberia et la Sierra Leone ont dépensé 8.47% et 8.75% respectivement de leur produit intérieur brut pour la santé, alors que la Côte d'Ivoire n'a dépensé que 3.3% ². Alors que la Côte d'Ivoire bénéficie d'une croissance économique supérieure aux pays d'Afrique de l'Ouest, le pays présente toujours un profil sanitaire semblable à des pays à faible revenu. Dans les trois pays, les systèmes de gouvernance encore trop centralisés/concentrés laissant peu d'autonomie et de ressources aux autorités régionales et de district. Si la crise sanitaire liée à la pandémie de COVID19 a vu une tentative de déléguer la réponse aux districts sanitaires, cependant les moyens et les ressources financières n'étaient pas à la hauteur du défi. Les districts sanitaires ont généralement aucune ou peu d'influence sur le budget et les ressources qui leur sont allouées. Qui plus est, les disparités d'accès entre les zones urbaines et rurales sont importantes dans les trois pays. Certaines zones rurales souffrent particulièrement de manque de services publics et notamment en matière de santé. La qualité des services et la mauvaise gouvernance entrainent pour les pays, une perte de confiance des populations dans l'offre de soins publics qui se réfèrent encore souvent aux systèmes de soins traditionnels. Le projet s'attachera

<sup>&</sup>lt;sup>1</sup> https://www.frontiersin.org/articles/10.3389/fpubh.2019.00386/full

<sup>&</sup>lt;sup>2</sup> https://data.worldbank.org/indicator/SH.XPD.CHEX.GD.ZS?locations=LR-SL-CI

à répondre à la problématique de gouvernance, via notamment des activités améliorant la redevabilité des services publics. Il est à noter que la plupart des politiques et stratégies de santé des 3 pays sont arrivés à échéance en 2020/21 et que le PROSSAN 2 devra s'inscrire dans ces nouvelles stratégies : Le Plan National de Développement Sanitaire de Côte d'Ivoire 2021-2025, Sierra Leone National Health Sector Strategic Plan 2017-2021 (achevé), Liberia National Health Policy Plan 2011-2021 (achevé).

Le niveau de prévalence du retard de croissance est estimé comme « moyen » en Côte d'Ivoire avec 17.8 % et « élevé » au Liberia avec 28% en 2020 (UNICEF) et en Sierra Leone avec 26.2% en 2021³. Cette situation s'explique par une faible diversité alimentaire et des carences nutritionnelles (en particulier chez les adolescentes), des mauvaises pratiques de soins et d'alimentation du nourrisson et de la femme enceinte et allaitante, une morbidité élevée (diarrhée, paludisme, etc.), un environnement insalubre, une insuffisance d'activités stimulant le développement des petits enfants et un taux de grossesses précoces élevé. Les trois pays comptent des prévalences de mortalité maternelle les plus élevées au monde : 617 décès pour 100000 naissances vivantes (Côte d'Ivoire), 661/100000 (Liberia) et 1120/100000 (Sierra Leone) selon les données de l'OMS de 2017⁴. La formation des sages-femmes et les soins pré et postnataux sont primordiaux pour sauver les vies de mères et de leur enfant. Au Liberia, encore 13% des femmes de 15 à 49 ans ayant eu une grossesse vivante n'ont pas reçu les 4 consultations prénatales minimum requises⁵, 21% en Sierra Leone⁶ et 48.7% en Côte d'Ivoire<sup>7</sup>.

Les grossesses précoces sont un facteur aggravant et représente une large proportion des décès maternels dans les trois pays (14.8% en Côte d'Ivoire, 31% au Liberia et 40% en Sierra Leone). Selon l'UNFPA, le pourcentage de femmes de 20 et 24 ans ayant eu un enfant avant 18 ans et avant 15 ans est de 31.1% et 5.8% en Côte d'Ivoire, 37% et 5.9% au Liberia, 36.4% et 9.7% en Sierra Leone. Ces chiffres inquiétants reflètent les niveaux de prévalence contraceptive encore très faibles, notamment parmi les jeunes filles : 13.9% en Côte d'Ivoire (PNLS, 2017), 21% chez les filles de 15-19 ans et 29,9% pour les femmes de 20-24 ans en Sierra Leone (DHS Sierra Leone, 2019), 18,1% chez les 15-19 ans et 34% chez les 20-24 ans au Liberia (DHS Liberia, 2019-20). En termes d'infections sexuellement transmissibles et ce malgré des investissements importants, le VIH/Sida continue de toucher 495 000 personnes en 2020<sup>8</sup> dans les 3 pays avec une prévalence plus forte parmi les femmes : 2,9% en Côte d'Ivoire contre 1,3% pour les hommes, 1,4% au Liberia contre 0,8% et 2% en Sierra Leone contre 1.1%.

Malgré des périodes passées mais encore récentes d'extrêmes violences et d'évènements traumatiques (Guerres civiles, violences politiques, crise Ebola 2014-16) dans les trois pays et des violences basées sur le genre (viols, mutilations génitales, mariage forcé, etc.) ancrées dans les sociétés, la prise en charge des troubles psychologiques et psychiatriques est extrêmement faible et souvent stigmatisante. En Sierra Leone, le pays ne compte que 27 professionnels de santé mentale pour tout le pays dont trois psychiatres et 24 infirmières en santé mentale (Atlas Santé Mentale 2020). Le Liberia compte 483 professionnels de santé mentale dont 4 psychiatres, 2 psychologues et 443 infirmières en santé mentale (Atlas Santé Mentale 2020), quant à la Côte d'Ivoire compte 23 professionnels de santé mentale, dont 3 psychiatres et 10 psychologues (Atlas Santé Mentale 2020) et une cinquantaine de psychiatres.

## - Programmes précurseurs qui sont à l'origine de la première phase de ce programme :

Pays	Titre du projet	Dates	Bailleurs principaux	Budget
Côte d'Ivoire	Renforcement de l'organisation et du fonctionnement de douze établissements sanitaires urbains de premier niveau à base communautaire conformément à leurs missions dévolues par le Ministère de la Santé et de la Lutte contre le Sida (MSLS)	21/11/2014 - 20/11/2017	Union Européenne	951 644 €
Côte d'Ivoire	Renforcement de l'organisation et du fonctionnement de douze établissements	01/01/2017 - 31/12/2018	AFD	600 000 €

<sup>&</sup>lt;sup>3</sup> Sierra Leone National SMART Survey (SLNSS 2021)

 $<sup>^{\</sup>bf 4} \ \underline{https://apps.who.int/iris/bitstream/handle/10665/332962/WHO-RHR-19.23-fre.pdf?ua=1}$ 

<sup>&</sup>lt;sup>5</sup> 2019-20 Liberia Demographic and Health Survey (LDHS)

<sup>&</sup>lt;sup>6</sup> 2019 Sierra Leone Demographic and Health Survey (SLDHS)

<sup>&</sup>lt;sup>7</sup> MICS Côte d'Ivoire 2016

<sup>&</sup>lt;sup>8</sup> ONUSIDA 2020 : 380'000 PVVIH en CI, 35'000 au LB, 80'000 en SL

	sanitaires urbains de premier niveau à base communautaire en Côte d'Ivoire (PARSSI)			
Liberia	Ebola Response in Montserrado	01/09/2014 - 31/03/2016	OFDA	2 741 242 USD
Sierra Leone	Strengthening Infection Prevention and Control (IPC) in Government Health Facilities in Sierra Leone	01/05/2016 - 31/01/2017	OFDA	371 208 USD
Sierra Leone	Reinforcing Institutional Capacity for treatment of acute malnutrition, Prevention of Malnutrition and National Sensitisation for Nutrition Security in Western Area, Sierra Leone	01/06/2017 - 31/05/2018	IrishAid	693 087 EUR

### - Programmes complémentaires réalisés ou en cours depuis la première phase de ce programme :

Pays	Titre du projet	Dates	Bailleurs principaux	Budget
Côte d'Ivoire	Meeting Nutrition Targets in West Africa Through Increased Investments and Sustained Political Will	01/09/2019 – 29/02/2022	Bill & Melinda gates foundation	173 000 EUR
Liberia	Better Health Outcomes for Liberians (BEHOL)	01/01/2024 - 31/12/2026	AFD	5 000 000 EUR
Libéria	Multi-sectoral response aiming to improve nutritional status of children under 5 years of age in two counties of Liberia	01/12/2020 - 30/09/2024	Irish Aid	14 944750 EUR
Liberia	Working to Improve Nutrition at Scale (WINS Project 2)	15/07/2022 - 30/06/2023	UNICEF	895 580,59 USD
Sierra Leone	Multisectorial Community-led approach to improve Nutrition in Bonthe district	01/08/2022 - 31/07/2025	Irish Aid	2 911 660 EUR
Sierra Leone	Rehabilitation of the Kissy Town and Newton centres in Sierra Leone	25/09/2023 – 31/03/2024	HAAS Foundation	150 000 EUR

## 1.3. Objectifs du programme

## - Objectifs généraux et spécifiques :

**Objectif General**: contribuer à améliorer la santé des populations vulnérables en Côte d'Ivoire, Sierra Leone et Liberia, particulièrement des femmes, des enfants de moins de cinq ans, des jeunes, via des offres de soins de qualité et adaptées à leurs besoins spécifiques

**Objectif Spécifique :** renforcer la qualité et l'accès aux services de santé et d'assurer la participation active de communautés et plus particulièrement des femmes et des jeunes aux enjeux nationaux de santé.

**Résultat Attendu 1 :** Les services de santé et agents communautaires de santé proposent les activités du Paquet Minimum de Santé (PMS) de qualité et des services conformes aux normes des ministères de la Santé.

**Résultat Attendu 2** : Les populations cibles et notamment les femmes et les jeunes améliorent leurs pratiques et comportements liés à leur santé.

**Résultat attendu 3**: La participation active des organes communautaires de gestion des structures de santé et de la société civile féminine et des jeunes dans le domaine de la santé est assurée au niveau national et décentralisé.

Le cadre logique révisé du programme est joint en Annexe I.

#### - Portée géographique du programme :

Le programme a été mis en œuvre en zones urbaines et péri-urbaines d'Abidjan, de Monrovia et de Freetown. Des changements ont été opérés lors de la révision du projet qui a eu lieu en fin de première année d'implémentation.

- Pour la **Côte d'Ivoire**, la stratégie était de continuer sur les 17 mêmes aires de santé que pour PROSSAN 1 sur l'ensemble des composantes. Lors de la révision, le projet a cependant été circonscrit à 10 aires de santé, à savoir : Région Abidjan 1-Grands Ponts et Abidjan 2, Districts sanitaires de Cocody-Bingerville (Anono, Palmeraie, Akouédo-attié, Colombie, Gabgba), Abobo-Est (Abobo Baoulé), Abobo-Ouest (Bocabo), Port-Bouet Vridi (Bloc 500, Gonzagueville, Vridi 3).
- Au Liberia le projet continue ses activités dans les zones urbaines et périurbaines des districts sanitaires de Bushrod Island (Slipway Clinic), Commonwealth (Rehab), St. Paul River (Kpallah), Todee (Gobah Town), Greater Monrovia (Soniwein) et Benson Street (B. W. Payne School Clinic) à Monrovia centre. PROSSAN 1 couvrait peu les zones rurales de Montserrado, cependant ACF y était déjà présent via d'autres financements et des lacunes en matière de santé mentale et soutien psychosocial/protection ont été identifiées. Par conséquent, 2 aires de santé du District Sanitaire de Todee ont été ajoutées (Nyehn et Zannah Tawn).
- ➤ En Sierra Leone, le projet est toujours mis en œuvre dans les districts de la Zone Occidentale Urbaine ou Western Area Urban (Wilberforce, Hill Station, Calaba Town, Susan's Bay et Kroobay) et de la Zone Occidentale Rurale ou Western Area Rural (Newton, Kissi Town, Songo, Lakka, Campbell town), mais le nombre d'aires sanitaires couvertes a été réduit à dix, contre 22 dans la phase 1. Lors de la révision du projet 24 aires de santé supplémentaires ont été ajoutées dans une perspective de cofinancement.

#### - Bénéficiaires ciblés :

Le programme a proposé de répondre aux besoins les plus importants en matière de santé de la femme, des enfants et des jeunes, via un soutien aux systèmes de santé des pays à trois niveaux : 1) autorité sanitaire 2) services de santé et 3) communauté/usagers des services. Les groupes de population cibles du projet seront donc :

- ✓ Les populations des aires de santé où se trouvent les structures de santé appuyées (bénéficiaires indirects),
- ✓ Les femmes en âge de procréer (15-49 ans),
- ✓ Les jeunes filles et garçons de 15 à 29 ans,
- ✓ Les personnels des structures de santé et agents de santé communautaire.

### - Les partenaires d'exécution

Pays	Partenaires	Rôle
Côte d'Ivoire	MESSI – ONG Nationale	Partenaire de mise en œuvre pour la mobilisation communautaire, santé communautaire, santé des jeunes
Libéria	CHI – ONG Nationale (seulement pendant les 10 premiers mois du projet)	Mise en œuvre d'une partie des activités de santé communautaire
Sierra Leone	SOLTHIS – ONG Internationale	Assistance technique à ACF, partenaires et autorités sanitaires en matière de VIH/Sida et partenaire de mise en œuvre sur les activités VIH/Sida
	CAWEC – ONG Nationale	Partenaire de mise en œuvre d'une partie des activités de santé communautaire
	CAPS – ONG Nationale	Partenaire de mise en œuvre de la partie psychosociale des activités de santé communautaire (Contrat de service)

#### • Brève description de la façon dont le programme s'inscrit dans les cadres stratégiques nationaux

#### Pour la Côte d'Ivoire, le projet contribue notamment :

- Au plan national de Développement (PND) 2020-2025 qui vise la réduction de la mortalité maternelle comme priorité du gouvernement et la poursuite de la mise en œuvre de la politique de gratuité ciblée pour garantir l'accès aux soins des groupes vulnérables (femmes enceintes et enfants de moins de cinq ans) et à la mise en place de la couverture maladie universelle.
- Au Programme National Multisectoriel de Nutrition et de Développement de la Petite Enfance (PNMNDPE) 2018-2023 qui œuvre pour réduire la mortalité maternelle priorité du ministère de la Santé et du gouvernement ivoiriens.
- A la Politique et au Plan stratégique national de la santé des adolescents et des jeunes 2016-2020 (expiré) mais dont l'un des effets attendus notamment était d'améliorer les points d'accès à l'informations.
- Au Programme National de Santé Mentale qui œuvre pour l'implication des adolescent.e.s et jeunes dans la problématique de la santé mentale en Côte d'Ivoire.

### Pour le Liberia, le projet contribue notamment :

- À l'agenda présidentiel en faveur des pauvres 2018-2023 (Pro-Poor Agenda for Prosperity and Development) : transformer la santé en renforçant les capacités humanitaires et communautaires du secteur, en réduisant les inégalités liées au genre et les vulnérabilités sociales et économiques, et en autonomisant les jeunes (empowerment) par l'inclusion sociale, moteur potentiel de croissance.
- Aux directives du ministère de l'éducation en matière de santé scolaire : donner aux adolescents et aux jeunes les moyens d'améliorer leurs connaissances sur les droits en matière de santé sexuelle et reproductive (DSSR) nutrition, EAH, protection sociale et SMPS-protection liés à leur bien-être).
- A la politique nationale de nutrition qui propose de mettre l'accent sur des approches concertées et multisectorielles afin de s'attaquer aux déterminants immédiats et sous-jacents de la dénutrition.
- À la politique de santé sexuelle, reproductive, maternelle, néonatale, infantile et adolescente (SRMNIA) qui garantit la fourniture de services et de droits SRMNIA essentiels via l'amélioration de la qualité des soins obstétriques et néonataux d'urgence (SONU), des soins prénataux (CPN) et postnataux (CPON), l'augmentation de la PCIME et de la participation communautaire dans la gestion de la santé de la mère et de l'enfant, ainsi qu'à travers le soutien aux programmes de santé à l'école, en fournissant des services de planning familial et de santé sexuelle et reproductive de l'adolescent (SSRA).

#### Pour la Sierra Leone, le projet contribue notamment :

- A plusieurs objectifs du plan stratégique national de santé, notamment en termes de réduction de la mortalité maternelle, de soutien aux comités de gestion des établissements de santé (FMC), a l'appui aux équipes de district sanitaire (DHMT), de priorisation des activités SRMNIA, etc.
- A plusieurs points de la stratégie SRMNIA qui préconisent des interventions sur la santé et la santé mentale des adolescents, notamment la prévention des grossesses précoces, l'élimination des mariages forcés et précoces ainsi que de la violence basée sur le genre, mais également à la prise en charge psychosociale des adolescents. Cette stratégie encourage également à renforcer les unités de soins de santé primaires (PHU) et les hôpitaux (afin qu'ils puissent proposer une offre adaptée aux adolescents), les programmes de santé dans les écoles et à développer des programmes pour les jeunes déscolarisés. Cette stratégie permet également intégration des services de SMSP dans les centres de santé à travers des espaces adolescents et la prise en charge psychosocial (mhGAP) par les agents de santé.
- A améliorer le programme national des agents de santé communautaires pour atteindre les objectifs de santé publique universelle et les objectifs de développement durable.
- A la politique nationale de la jeunesse de Décembre 2021, intitulée "L'Autonomisation de la jeunesse menant le développement de la Sierra Leone"; cette politique inclut la réduction des grossesses précoces et des abandons scolaires chez les jeunes filles.
- A la stratégie nationale de lutte contre le VIH/sida.

# Brève description de la gestion du programme

<u>Siège ACF</u>: Coordination avec le siège de SOLTHIS et communication avec les bailleurs. Recherche des cofinancements du projet. Gestion du projet et rapportage multi-pays. Supports des référents techniques Santé & Nutrition et Santé Mentale et Soutien Psychosocial.

<u>Missions</u>: Un Programme manager dans chaque mission en charge du projet au niveau pays et coordination avec les partenaires pays. Une équipe de coordination technique et support dans chaque pays pour appuyer les équipes projet.

## • Référence à une évaluation précédente

Une évaluation de la phase 1 du PROSSAN (15 mai 2019 – 14 mai 2022) a été réalisée dans les trois pays et fera partie des documents partagés.

#### 1.4. Statut actuel du programme

Le programme PROSSAN 2 a fait face à des difficultés à trouver les 40% de cofinancement demandés. Afin d'y parvenir le projet a été révisé dans les 3 pays courant 2023 (ANO validé en juin 2023). Cela a eu pour conséquence de supprimer certaines activités initialement prévues, de réduire la zone d'implémentation (en Côte d'Ivoire et au Liberia) ou d'étendre la zone d'implémentation avec l'intégration d'un district rural supplémentaire en Sierra Léone. Certaines des activités et le cadre logique (incluant les cibles et indicateurs) ont également été révisés lors de la soumission du rapport intermédiaire dans un souci de coordination avec les autorités sanitaires et autres partenaires techniques des trois pays. Le programme PROSSAN 2 a en outre souffert de roulement d'équipes techniques et programme dans sa première tranche de mise en œuvre (2022-2023). Cependant cela a eu pour conséquence de dénaturer légèrement les activités et approches du programme, et a eu un impact sur l'avancée du programme.

## 2. BUT ET OBJECTIFS DE L'ÉVALUATION

#### 2.1. Justification de l'évaluation

Selon la politique d'évaluation d'ACF, une évaluation externe est nécessaire pour les projets pluriannuels. En outre, ne prévoyant pas de phase 3 du programme PROSSAN, ACF et ses partenaires souhaiterait pouvoir bénéficier de cette évaluation pour nourrir les ajustements à proposer pour la stratégie de sortie dans les trois pays.

### 2.2. Objectif(s) de l'évaluation

L'objectif principal de l'évaluation est de pouvoir évaluer la performance du programme et de proposer des ajustements pour la stratégie de sortie du PROSSAN 2.

Plus spécifiquement, l'évaluation regardera la qualité selon les critères DAC de l'OCDE (voir Annexe V), ainsi que l'intégration du genre et de la jeunesse pour les activités suivantes :

- Des activités liées à la santé des jeunes et adolescent.e.s
- Des activités de supervision et de formation des centres de santé
- Des activités d'intégration de la prévention et/ou du traitement du VIH/Sida
- Des activités de santé communautaire et capacité à susciter le changement de comportement
- Des activités en partenariats avec les autorités sanitaires et les organisations locales
- Du plaidoyer et de l'approche de la santé par les droits
- Du monitoring et de la redevabilité du projet
- De l'intégration du genre

#### 2.3. Utilisateurs cibles de l'évaluation

- Les utilisateurs directs: les équipes de terrain d'Action Contre la Faim et ses partenaires, siège d'ACF.
- Les utilisateurs indirects: le réseau Action Contre la Faim, l'AFD et autres contributeurs financiers du projet, les organisations partenaires, les gouvernements nationaux, les ministères, les organisations des Nations Unies, les ONG et les groupes d'ONG ainsi que les plateformes d'apprentissage, tel qu'ALNAP (réseau d'apprentissage actif pour la redevabilité et la performance), ou le KnowledgeHub d'ACF.

#### 2.4. Utilisation de l'évaluation

#### L'évaluation finale servira:

- A apprendre des expériences pour développer de nouvelles stratégies de santé pour ACF, recueillir les leçons apprises et les bonnes pratiques, des preuves tangibles du succès du projet sur le terrain pour appuyer la préparation des contenus pour le plaidoyer, la communication et l'apprentissage;
- Proposer des pistes d'amélioration de la stratégie de sortie du projet dans les 3 pays.

## 3. PORTÉE DE L'ÉVALUATION

### 3.1. Eléments couverts par l'évaluation

L'évaluation finale portera sur l'ensemble du PROSSAN 2 selon les critères d'évaluation DAC de l'OCDE avec un focus sur les composantes suivantes :

- Santé des jeunes et adolescent.e.s
- Approches de renforcement des capacités (formation et de supervision / monitoring des personnels de santé)
- Santé communautaire et changement de comportements
- Intégration du VIH/Sida
- Approche partenariale avec les autorités sanitaires et les organisations partenaires locales et internationales
- Approche plaidoyer, santé par les droits (Côte d'Ivoire, Sierra Leone)
- Monitoring et redevabilité du projet
- Intégration du genre

### 3.2. Questions spécifiques

- Santé des jeunes et adolescent.es: dans quelle mesure, le projet a permis de rapprocher les services de santé auprès des jeunes et/ou les adolescent.es et vice et versa?, et a-t-il permis d'améliorer l'accès, la qualité et l'utilisation des services de santé par les jeunes et/ou adolescent.e.s? Quelle est la pertinence des mécanismes utilisés (Classes des jeunes / School Health Club, les Adolescents Friendly Space, E.santé Jeunes)? Quels types de services en particulier? Quelles sont les recommandations de l'évaluateur.trice pour que les approches soient durables et reproductibles? Voir également les questions spécifiques sur le genre.
- Approches de renforcements de capacités des personnels de santé (autorités sanitaires, personnels des centres de santé, agents communautaires de santé): le projet a développé plusieurs approches de formation (formation présentielle/à distance, formation sur site via du coaching/mentorat par les équipes du programme ou via les autorités sanitaires, formation de formateurs, recours à des formateurs certifiés), dans quelle mesure les personnels de santé ayant bénéficié des formations en retirent un réel bénéfice dans leur quotidien professionnel (apprentissage de nouvelles informations/techniques, motivation liée à leur travail, meilleure gestion des patients, etc.) ? Quelles sont les approches de renforcement des capacités ayant le plus de bénéfices pour les professionnels et pour les patients et celles qui en ont le moins ? Dans quelles mesures les actions de renforcement de capacités ont-elles été planifiées, coordonnées avec les autorités sanitaires et les autres acteurs de la santé ? Quelles sont les recommandations pour de futures interventions similaires et une pérennité des approches ?
- Approches communautaires: selon l'analyse de l'évaluateur/rice, quelles sont les approches communautaires ayant participé à un changement de comportement des populations ciblées par genre et groupes d'âge? Quelles sont les meilleures pratiques communautaires à retenir pour la délivrance d'activités de PMS de qualité? Dans quelle mesure le projet a-t-il eu un impact sur la participation des organes communautaires de gestion des structures de santé et de la société civile féminine? Quels moyens ont été mis en place pour assurer le suivi-évaluation des approches communautaires? Quelles ont été les relations / difficultés de collaboration entre les acteurs communautaires et les centres et personnels de santé? Quelles pistes d'amélioration? Comment assurer une continuité des activités suite à l'arrêt du projet?
- Intégration du VIH/Sida: spécifiquement pour la Sierra Leone, dans quelles mesures les équipes d'ACF et des partenaires nationaux ont intégré cette problématique dans leurs activités? Quels changements

l'intégration de la problématique VIH/Sida dans le paquet d'activité a-t-elle permis d'induire en matière de prévention, dépistage et d'offre de soins ? Quelle stratégie de sortie ?

- Approche partenariale avec les autorités sanitaires de santé: Quelle est la plus-value du PROSSAN 2 (activités d'ACF et des partenaires de mise en œuvre) en tant que partenaire santé vis-à-vis des autorités sanitaires? Dans quelle mesure les autorités sanitaires ont été impliquées dans la gestion globale du projet (écriture, mise en œuvre mais aussi suivi de la qualité et évaluation), et particulièrement en matière de renforcement des capacités? Est-ce que l'accompagnement technique à la mise en place des politiques de santé nationales fourni par le PROSSAN 2 est suffisant vis à vis des autorités sanitaires? Qu'est-ce qui pourrait être amélioré?
- Approche plaidoyer/Santé par les droits: La stratégie plaidoyer du PROSSAN 2 est-elle cohérente avec les manquements les plus importants au niveau des pays et en cohérence avec les dynamiques nationales de plaidoyer? De quelle manière ACF et ses partenaires ont-ils collaboré avec les autres acteurs (interne ou externe au projet) pour porter leurs actions de plaidoyer? Les actions de plaidoyer ont-elles été déployées à plusieurs niveaux (local, régional, national) via une approche du bas vers le haut? Les actions de plaidoyer ont-elles abouti à des résultats significatifs? Quelles recommandations pour améliorer l'approche santé par les droits du PROSSAN ou des stratégies plaidoyer d'ACF et de ses partenaires? Quelles stratégies de sortie?
- Monitoring et redevabilité vis-à-vis des bénéficiaires: L'évaluateur/trice devra évaluer la qualité du monitoring des activités (fonctionnalité, fréquence, rapportage, etc.) ainsi que la qualité des systèmes de redevabilité mis en place au niveau communautaire et des centres de santé. Quelles sont les bonnes pratiques à retenir et les recommandations pour améliorer le système de monitoring et de redevabilité
- **Genre**: Dans quelle mesure le projet a-t-il proposé des approches transformatrices de genre qui ont permis aux femmes et aux filles de prendre des décisions concernant leur santé et leurs droits sexuels et reproductifs et les ont autonomisées ? Dans quelles mesures le projet a mieux ciblé les jeunes filles, les jeunes hommes ou indifféremment les deux ? Quels seraient les points d'amélioration, les succès ?
- Partenariat : Comment qualifier chaque relation partenariale ? Quelle organisation a été mise en place pour faciliter la coordination et la gestion des partenariats (MESSI, CAPS, CAWEC, SOLTHIS, CHI) ? Comment ces relations ont elles évolué au fur et à mesure du déroulement du projet ? Quelles ont été les influences positives ou négatives des dynamiques partenariales ? Quel renforcement de capacités / apprentissage mutuel le projet a-t-il permis pour chaque partenaire (les plans de renforcement de capacités ont-ils été menés et suivis) ? Quels sont les meilleurs modèles à promouvoir afin de mieux intégrer les partenaires locaux ? Dans quelle mesure les partenaires impliqués dans le projet, contribuent-ils d'une part à la durabilité des effets du projet et d'autre part à l'appropriation des résultats du projet ?
- Stratégie de sortie: Comment s'organise la clôture du projet? Quelle stratégie de sortie est envisagée en fonction des activités et du pays? De quelle manière la stratégie de sortie s'organise dans chaque pays, avec les partenaires d'implémentation et institutionnels? De quelle manière améliorer la stratégie de sortie existante du projet (une stratégie est écrite, il s'agira pour les évaluateurs d'émettre des recommandations pour plus d'efficacité sur la stratégie de sortie du projet)?

# 4. CRITÈRES ET QUESTIONS DE L'ÉVALUATION

Selon la politique d'évaluation Action Contre la Faim et ses lignes directrices<sup>9</sup>, ACF souscrit aux critères du Comité d'Assistance au Développement (CAD) de l'Organisation de Coopération et de Développement Économiques (OCDE) pour l'évaluation de ses programmes. Toutes les évaluations indépendantes devront donc utiliser les critères CAD de l'Organisation de Coopération et de Développement Économique (OCDE) pour l'analyse des données et le rapport final.

-

<sup>&</sup>lt;sup>9</sup> http://www.alnap.org/resource/23638

Plus précisément, ACF utilise les critères suivants : conception, pertinence, cohérence, couverture, efficience, efficacité, durabilité et la potentialité d'impact.<sup>10</sup> En particulier, l'évaluateur/trice doit remplir le tableau des critères d'évaluation CAD et le présenter dans une annexe (sur le modèle du tableau ci-joint en Annexe V).

Les questions d'évaluation ont été développées afin d'aider l'évaluateur/trice à évaluer le programme en fonction de ces critères d'évaluation (se référer à l'Annexe V). L'évaluateur/trice peut adapter les critères et les questions de l'évaluation, néanmoins tout changement fondamental doit être approuvé par le département Evaluation Learning and Accountability (ELA) d'Action Contre la Faim-UK et mentionné dans le rapport initial.

## 5. MÉTHODOLOGIE D'ÉVALUATION

Cette évaluation utilise **la méthode « un seul groupe »**. Elle examine une seule intervention sans l'inclusion d'une comparaison avec d'autres éléments (personnes, communautés, etc.) qui n'ont pas participé à l'intervention.

Cette section présente l'approche méthodologique suggérée à l'évaluateur afin de récolter des données quantitatives et qualitatives. L'évaluateur dans la mesure du possible, devra développer des instruments et méthodes de récolte des données, permettant de récolter des données ventilées par sexe et tranches d'âges. Ces instruments doivent permettre de trianguler les données autant que possible.

## 5.1. Entretiens avec le siège d'Action Contre la Faim et de SOLTHIS

Dans le cadre de l'évaluation, l'évaluateur/trice interrogera les parties prenantes du siège d'Action Contre la Faim et de SOLTHIS afin d'obtenir des informations préalables concernant le programme évalué. Les briefings par Skype/Teams devront être convenus à l'avance avec chacun des deux sièges

<u>Point focal ACF</u>: Aurélie FERIAL, Directrice Régionale des Opérations Adjointe. Email : <u>aferial@actioncontrelafaim.org</u>

<u>Point focal SOLTHIS</u>: Sandrine BOUILLE, Responsable Desk Guinée, Niger et Sierra Leone. Email : <u>sandrine.bouille@solthis.org</u>

#### 5.2. Étude documentaire

L'évaluateur/trice conduira une étude documentaire des documents clés du programme listés en Annexe III : les documents du programme et les propositions, rapports d'avancement et de résultats (tels que des publications, matériaux de communication, vidéos, enregistrements, etc.), résultats d'un quelconque processus de planification interne et matériaux pertinents de sources secondaires.

## 5.3. Echantillonnage

L'évaluateur/trice devra proposer la méthode et la taille d'échantillonnage dans l'offre technique puis ajustera ou affinera la méthode proposée dans le rapport initial.

## 5.4. Rapport initial

À la fin de la phase d'étude documentaire et avant la mission sur le terrain, l'évaluateur/trice préparera un bref rapport initial sur la base du modèle fourni. Ce document sera écrit en Français et Anglais, et inclura les éléments suivants :

- Les éléments clés des Termes de Référence (TDR) afin de démontrer que l'évaluateur/trice adhèrera aux TDR;
- L'approche méthodologique de l'évaluation (y compris une matrice d'évaluation en annexe afin de préciser comment il/elle prévoit de recueillir les données nécessaires pour répondre aux questions d'évaluation) et de souligner les limites de la méthodologie le cas échéant ;
- Un plan de travail détaillé et ;

Page 10 of 39

-

<sup>&</sup>lt;sup>10</sup> Comme une évaluation approfondie de l'impact est liée à l'estimation de l'attribution, qui peut être mesurée que par des modèles d'évaluation expérimentaux ou quasi expérimentaux, le critère a été reformulé d'«impact» à «potentialité d'un impact».

• Une présentation des grandes lignes du rapport d'évaluation.

Le rapport initial sera discuté et approuvé par Action Contre la Faim.

#### 5.5. Mission sur le terrain

### <u>Techniques de collecte de données primaires</u>

Dans le cadre de l'évaluation, l'évaluateur/trice tiendra des entretiens avec les parties prenantes clé du programme (personnel du projet expatrié/national, les représentants locaux/nationaux, les autorités locales, les agences humanitaires, ou des représentants des bailleurs de fonds) listées en Annexe IV. L'évaluateur/trice utilisera le format le plus approprié pour ces entretiens qui sera spécifié dans le rapport initial. La mise en œuvre du projet devant se clôturer plus tôt au Liberia (fin décembre 2024) et pour le partenaire Solthis en Sierra Léone (fin septembre 2024), le projet prévoit d'anticiper les entretiens de leurs personnels. Ainsi ACF réalisera les entretiens du personnel terrain de Solthis pour les transmettre ensuite au consultant qui sera chargé de réaliser l'évaluation finale. L'équipe de consultance devra également réaliser à distance les entretiens des équipes d'ACF au Libéria. Il est également prévu que l'évaluateur/trice recueille des informations directement auprès des bénéficiaires. Pour enrichir la triangulation, si le budget et le calendrier le permet, l'évaluateur/trice pourra organiser des discussions thématiques de groupe (bénéficiaires, non-bénéficiaires, informateurs clés - travailleurs de la santé, enseignants et dirigeants) et questionnaires.

#### Visites de terrain

L'évaluateur/trice visitera les sites d'opération des trois pays du programme et les installations fournies aux bénéficiaires.

### Techniques de collecte de données secondaires : revue documentaire

L'évaluateur/trice poursuivra la récolte de données de suivi du projet ou de toute donnée statistique pertinente.

### <u>Débriefing et atelier avec les parties prenantes</u>

L'évaluateur/trice animera un atelier d'apprentissage <u>à distance</u> afin de présenter les conclusions préliminaires aux parties prenantes (et les acteurs locaux, nationaux) ; rassemblera les commentaires sur les conclusions et créera un consensus sur les recommandations ; développera un rapport succinct d'atelier orienté sur l'action concernant les leçons apprises, les améliorations proposées pour plus d'autonomisation en vue de la clôture du projet. Du fait de la langue, deux ateliers d'apprentissage peuvent être organisés : 1 en anglais et 1 en français.

## 6. Rapport d'évaluation

Le rapport d'évaluation doit respecter le format suivant et être écrit en Français et Anglais:

- Page de couverture ;
- Tableau récapitulatif selon le modèle fourni ;
- Table des matières ;
- Liste d'acronymes;
- **Résumé exécutif** doit être un "résumé indépendant", décrivant le programme, les constatations principales de l'évaluation, les conclusions et les recommandations. Celui-ci ne devra pas s'étendre sur plus de 2 pages ;
- Informations générales, liées aux contextes et au projet ;
- **Méthodologie** décrire la méthodologie utilisée, fournir des preuves de triangulation des données et présenter les limites de cette méthodologie ;
- Constatations inclut l'analyse globale du projet selon les critères d'évaluation, réponse aux questions d'évaluation, toutes les constatations reposent sur des preuves tangibles, les problématiques transversales sont intégrées de manière systématique et; les résultats involontaires ou imprévus sont également discutés;
- **Conclusions** les conclusions sont formulées en synthétisant les principales constatations en propos de mérite et valeur, les jugements sont justes, impartiaux et en cohérence avec les constatations ;

- Leçons apprises et bonnes pratiques présente les leçons qui peuvent être appliquées autre part afin d'améliorer la performance, les résultats ou l'impact des programmes/projets/missions, et ; identifie les bonnes pratiques : les pratiques à succès découlant de ces leçons qui valent la peine d'être reproduites ; développé plus en détails une bonne pratique spécifique élaborée en détail dans le formulaire proposé en Annexe VI ;
- Recommandations et stratégie de sortie doivent être aussi réalistes, opérationnelles et pragmatiques
  que possible ; elles doivent soigneusement prendre en compte les circonstances actuelles du contexte
  d'action et les ressources disponibles pour une mise en œuvre locale. Elles doivent découler
  logiquement des conclusions, leçons apprises et bonnes pratiques. Le rapport doit spécifier qui doit
  prendre des mesures et à quel moment dans une optique de clôture et de stratégie de sortie du projet.
  Les recommandations doivent aussi être présentées par pays et ordre de priorité;
- Annexes: Ces dernières doivent être listées et numérotées et doivent inclure les éléments suivants: les formulaires de bonnes pratiques fourni en Annexe VI, la présentation POWERPOINT des principaux constats et recommandations, le tableau des critères d'évaluation (Annexe V), la liste à jour des documents pour l'étude documentaire (Annexe III mise à jour), la liste à jour des personnes interrogées (Annexe IV mise à jour), les instruments de récolte des données, les TDRs de l'évaluation, une proposition de stratégie de sortie adaptée aux contextes et spécificités du projet dans chaque pays.

Le rapport d'évaluation ne devrait pas dépasser 30 pages sans les annexes. Le rapport provisoire doit être envoyé dans les 10 jours calendaires après avoir quitté le terrain. Le rapport final doit être envoyé avant la date de fin du contrat d'évaluation en version WORD. Les annexes au rapport sont acceptées en anglais et français. Une version WORD est nécessaire pour qu'ACF puisse partager avec tous les partenaires.

#### 6.1. Débriefing avec le siège d'Action Contre la Faim

L'évaluateur/trice devra effectuer un débriefing avec le siège d'Action Contre la Faim Paris et des représentants de chaque pays sur son rapport préliminaire, les principales constations, conclusions et recommandations de l'évaluation. Les retours et commentaires pertinents devraient être inclus dans le rapport final.

## 7. PRODUITS CLES DE L'EVALUATION

La liste ci-dessous inclut les produits que l'évaluateur/trice délivra á l'ELA à Action Contre la Faim-UK:

Produits	Date limite
Rapport initial	20/12/2024
Ateliers aves les parties prenantes (à distance)	23/01/2024
Rapport provisoire d'évaluation	11/03/2025
Rapport final d'évaluation et Annexes (voir chapitre 6)	Semaine du 24 février 2025

Tous les produits devront être soumis en français et en anglais et sous format Word, Excel ou Powerpoint.

La qualité du rapport préliminaire et du rapport d'évaluation sera contrôlée par Action Contre la Faim. L'évaluateur/trice devra suivre le format et la structure spécifiés dans la section 5.4. et le chapitre 6.

## 8. MODALITES DE GESTION ET PLAN DE TRAVAIL

Ces TDR d'évaluation ont été développées de manière participative, par Action Contre la Faim sur les bases de consultations avec les parties prenantes.

L'évaluateur/trice sera en contact direct avec le coordinateur du projet d'Action Contre la Faim. L'évaluateur/trice enverra tous les produits de l'évaluation directement et uniquement au coordinateur du projet. Action Contre la Faim fera un contrôle de qualité (s'assurant que les éléments nécessaires sont présents) et décidera si le rapport est prêt à être partagé. ACF transmettra une copie aux parties prenantes clés afin que celles-ci puissent commenter des données factuelles et fournir des clarifications. ACF compilera les commentaires et les enverra à l'évaluateur/trice à la date convenue avec celui/celle-ci ou dès que tous les commentaires seront reçus de la part des parties prenantes. L'évaluateur/trice prendra en compte les commentaires afin de finaliser le rapport et enverra celui-ci au coordinateur du projet, qui le transmettra alors officiellement aux parties prenantes concernées.

Une fois l'évaluation complétée, Action Contre la Faim pendra en compte et fera un suivi des recommandations de l'évaluation pour une éventuelle nouvelle phase du projet ou pour tout projet santé que mènera ACF si pertinent.

### 8.1. Calendrier prévisionnelle des activités

REMARQUE: les consultants sont censés travailler 5 jours par semaine (soit du lundi au vendredi, les jours où les bureaux sont fermés, l'évaluateur /trice ne sera pas payé.e) au cours de leur contrat. Les jours de voyage ne sont pas payés ainsi que les périodes de révision par ACF et ses partenaires des documents produits comme ils ne sont pas des jours travaillés en tant que tel.

Les durées/nombre de jours de travail proposés sont une estimation. Ils pourront faire l'objet de proposition de modifications par les soumissionnaires.

Activités	Jours de travail de l'évaluateur/trice	Dates
Briefing avec le siège d'ACF	0.5	16/12/2024
Briefing avec le siège de SOLTHIS	0.5	16/12/2024
Etude documentaire, développement des outils/questionnaires, préparation du travail de terrain et préparation du <u>Rapport</u> <u>préliminaire et un plan de travail révisé</u>	4	20/12/2024
Voyage vers le Liberia (avion)	1 (non payé)	13/01/2025
Entretiens dans le pays avec le personnel de l'équipe de coordination et MEAL	1	14/01/2025
Visite terrain, collecte des données et analyse des données primaires et réunions avec les parties prenantes (partenaire, autorités sanitaires, bénéficiaires)	6	15/01 au 22/01/2025
Ateliers de restitution/retours avec les parties prenantes dans le pays	0.5	23/01/2025
Voyage vers la Sierra Leone (avion ou voiture)	1 (non payé)	24/01/2025
Entretiens dans le pays avec le personnel du programme/RDDs/MEAL	0.5	27/01/2025
Visite terrain, collecte des données et analyse des données primaires et réunion avec les parties prenantes (partenaires, autorités sanitaires, bénéficiaires)	8	27/01 au 07/02/2025
Ateliers de restitution/retours avec les parties prenantes dans le pays	0.5	10/02/2025
Voyage vers la Côte d'Ivoire (avion)	1 – 1.5 (non payé)	11/02/2025
Entretiens dans le pays avec le personnel du programme, RDDs et MEAL	0.5	12/02/2025
Visite terrain, collecte des données et analyse des données primaires et réunion avec les parties prenantes (partenaires, autorités sanitaires, bénéficiaires)	5	12/02 au 19/02/2025
Ateliers de restitution/retours avec les parties prenantes dans le pays	0.5	19/02/2025

Voyage de retour	1 (non payé)	19/02/2025 (vol le soir)
Débriefing de l'évaluation avec le siège d'ACF Paris	0.5	21/02/2025
Rapport provisoire	5	28/02/2025
Action Contre la Faim : Contrôle de qualité et révision initiale par l'ELA, faire circuler le rapport provisoire parmi les parties prenantes, synthétiser les commentaires et l'envoyer à l'évaluateur/trice	Min. 8 (non payé)	12/03/2025
Rapport final sur la base des commentaires des parties prenantes, de la mission, des partenaires, et du siège,	Min. 2	14/03/2025
Webinar de restitution finale des résultats en présence d'ACF, des partenaires, et de l'AFD.	0.5	18/03/2025
Total (sans les voyages internationaux, les week-ends et le temps de révision par ACF)	35,5 jours	

## 9. CONSIDERATIONS LOGISTIQUES ET FINANCIERES

Le budget prévu pour cette évaluation est de 41 000 euros. Ce budget devra intégrer les frais de ressources humaines, des déplacements internationaux (vols avion, transport bateau aéroport à Freetown, visa et éventuelles taxes aéroportuaires, etc.), de logement, les perdiems et tous frais d'assurance ou médicaux des consultants qui réaliseront les visites terrain.

ACF aura à sa charge l'organisation des transports sur le terrain et pourra fournir un espace de travail dans ses bureaux pays à la disposition des consultants.

# 10. PROFIL DE L'ÉVALUATEUR/TRICE

L'évaluation sera effectuée par un consultant international d'évaluation avec le profil suivant :

- Connaissances approfondies en santé publique, renforcement des services de santé maternelle et infantile, santé des adolescents, soutien psychosocial et protection, santé communautaire, gestion partenariale.
- Expérience significative dans le domaine de l'évaluation de projets de développement;
- Diplôme pertinent ou expérience équivalente liée à l'évaluation à entreprendre ;
- Expérience considérable dans la coordination, la conception, la mise en œuvre, le suivi et l'évaluation de programmes ;
- Compétences de communication et expérience dans la facilitation d'ateliers ;
- Compétences à écrire des rapports synthétiques, clairs et utiles (il peut être demandé de fournir des exemples de travaux précédents) ;
- Maîtrise de l'anglais et du français ;
- Compréhension des exigences des donateurs et notamment la stratégie de l'AFD en matière de santé;
- Capacité à gérer le temps et les ressources imparties et à travailler dans des délais courts;
- Indépendance par rapport aux parties impliquées.

## 11. QUESTIONS LÉGALES ET ÉTHIQUES

Tous les documents liés à l'évaluation (dans le cadre ou non des taches de l'évaluateur/trice), reste la propriété seule et entière d'Action Contre la Faim.

Le document, ou toute publication relative à celui-ci, ne sera pas partagé avec quiconque à l'exception d'Action Contre la Faim avant que ce dernier ne livre le document final au donateur(s).

Pour les évaluations indépendantes, il est important que le consultant n'ait pas de lien avec le management du projet, ou tout autre conflit d'intérêt qui pourrait interférer avec l'indépendance de l'évaluation

#### 12. LISTE DES ANNEXES AU TDRs

- I. Cadre logique du programme
- II. Critères d'évaluation et questions détaillées

- III. Liste des documents du programme pour l'étude documentaire (qui seront remis à la signature du contrat)
- IV. Liste des personnes à interroger
- V. Tableau des critères d'évaluation
- VI. Modèle de Bonne Pratique

# Annexe I : Cadre logique du programme

Note: il s'agit du Cadre Logique amendé suite aux révisions du projet. Ce Cadre Logique est donc différent de la version initiale.

	Logique d'intervention	Indicateurs objectivement vérifiables et quantifiés si possible	Baseline (PROSSAN 2)	Target / Cible (PROSSAN 2	Sources et moyens de vérification – Méthode de mesures
Objectif global	Contribuer à améliorer la santé des populations vulnérables en Côte d'Ivoire, Sierra Leone et Liberia, particulièrement des femmes, des enfants de moins de cinq ans et adolescents, via des offres de soins de qualité et adaptées à leurs besoins spécifiques.	<ol> <li>A la fin du projet, le nombre de décès maternel enregistré par les structures de santé diminue dans chaque aire de santé ciblée (Sierra Leone et Cote d'Ivoire uniquement)</li> <li>A la fin du projet, le nombre de décès d'enfants de moins de 5 ans enregistré par les structures de santé diminue dans chaque aire de santé ciblée</li> <li>A la fin du projet, le nombre de grossesses précoces a diminué dans chaque aire de santé ciblée</li> </ol>			Sources Secondaires : Enquêtes nationales (ex : EDS, UNFPA, UNICEF) Rapports de mortalité maternelle et infantile (ex : MDSR, IDSR), base de donne des ministères (DHSSII, etc.), Rapports des districts sanitaires et des centres de sante  Méthodes de mesure : Collecte et analyse des rapports mensuel des centres de sante
Objectif(s) spécifique(s) (et sous-objectifs spécifiques)	Renforcer la qualité et l'accès aux services de santé et d'assurer la participation active des acteurs et actrices de la société civile et des communautés, et plus particulièrement des femmes et des jeunes aux	1. En fin de projet, le % de femmes enceintes ayant suivi au moins 4 CPN pendant leur grossesse dans les aires de santé concernées a augmenté en fin de projet		CI : 65% SL : 60%	Sources secondaires : données des registres de santé des structures de santé et rapports des districts sanitaires, base de donne des ministères (DHSSII, etc.)  Méthodes de mesure : Supervisons mensuelles des centres de santé, collecte et analyse des rapports mensuel des centres de sante
	enjeux nationaux de santé.	2.Le taux d'accouchements assistés par du personnel de santé qualifié dans les aires de santé concernées a augmenté en fin de projet	CI : 74% SL :34%	CI : 85% SL :50%	Sources secondaires : Données collectées auprès des districts sanitaires et centres de sante  Méthodes de mesure : Supervisons mensuelles des centres de santé, collecte et analyse des rapports mensuel des centres de sante

	Logique d'intervention	Indicateurs objectivement vérifiables et quantifiés si possible	Baseline (PROSSAN 2)	Target / Cible (PROSSAN 2	Sources et moyens de vérification – Méthode de mesures
		3.Taux moyen de disponibilité des médicaments traceurs au niveau des districts sanitaires/centres de santé (Cote d'Ivoire et Sierra Leone uniquement)		CI : 65% SL :70%	Sources primaires et secondaire: Rapports d'activités /Enquête du Ministère de la Santé / DHIS2, Rapports des centres de sante  Méthodes de mesure: Supervisons mensuelles des centres de santé, collecte et analyse des rapports mensuel des centres de sante
		4. 80% de centres de santé soutenus ont un score de qualité des soins en PTME et CDV supérieur à 70% en fin de projet (uniquement Sierra Leone)	SL : 50%	SL : 80%	<u>Source primaire</u> : Score de Qualité des Soins SOLTHIS
		5. Le % d'hommes, femme, garçons et filles bénéficiant des activités psychosociales ayant amélioré leur bien-être a augmenté en fin de projet (seulement en Sierra Leone)	SL: N/A	SL : 70%	Source primaire: Indice de bien-être WHO-5/Echelle visuelle de perception de la souffrance  Méthodes de mesure: Collecte et analyse des fiches de prise en charge et de suivi des patients
		6. Nombre de cadres stratégiques et de budgets nationaux et infranationaux commentés par ACF ou des organisations de la société civile et acteurs communautaires dirigées par des femmes et des jeunes dans les processus officiels de prise de décision.	CI : N/A LB : N/A SL : N/A	CI :1 LB :1 SL :1	<u>Source primaire</u> : Rapports d'activités / Feuilles de présence / documents de positionnement / déclarations médiatiques
Résultats attendus	de santé communautaires proposent des activités de	prénatales a diminué en fin de projet		CI : <20% LB <40% SL <45%	Sources secondaires : Rapports des districts sanitaires, Système national de gestion des donnes sanitaires, rapports des centres de sante
	qualité (PMS) de qualité et des services conformes	<b>1.1.</b> 80% des sites de traitement antirétroviral (ART) ciblés ont un score de qualité des soins supérieur	SL : 50%	SL : 80%	<u>Source primaire</u> : Score de qualité des soins SOLTHIS

Logique d'intervention	Indicateurs objectivement vérifiables et quantifiés si possible	Baseline (PROSSAN 2)	Target / Cible (PROSSAN 2	Sources et moyens de vérification – Méthode de mesures
aux normes des ministères de la santé.	à 75% à la fin du projet (uniquement Sierra Leone)			
	1.2. Le taux de participants formés à la Santé Mentale Pratique de Soins et Protection ayant amélioré leur connaissance a augmenté en fin de projet	LB: N/A SL: N/A	LB : 70% SL : 70%	Sources primaires et secondaire : Enquêtes CAP, pré/post test aux formations
	1.3. Le % des structures de santé qui soumettent leurs rapports mensuels complets et dans les délais au district sanitaire a augmenté en fin de projet		CI : >80% LB : N/A SL : >85%	<u>Source secondaire</u> : Rapports des districts sanitaires, DHIS2 <u>Méthodes de mesure</u> : Supervisons mensuelles des centres de santé
	1.4. Le % d'usagers estimant avoir été traité avec respect par les personnels de santé (dignité, confidentialité autonomie et temps d'attente) a augmenté en fin de projet	CI: 81% LB: 84 % SL: 95%	CI : 85% LB : 90% SL :> 96%	Source primaire : Enquête de satisfaction, analyse et rapport des systèmes de gestion des plaintes et feedbacks
populations cibles et notamment les femmes et les jeunes améliorent leurs pratiques et	2.1. Le taux de fréquentation des femmes, jeunes et adolescent.e.s dans les centres de santé a augmenté en fin de projet	CI : 30% LB : N/A SL :N/A	CI:>10% LB:>10% SL:>20%	Source primaire: Rapports de mensuel des centres de santé, registre des consultations  Méthodes de mesure: Supervisions mensuelles
comportements liés à leur santé.	2.2. Les femmes, hommes et les jeunes fréquentant les groupes de discussion communautaires appuyés ont amélioré leurs connaissances en matière de santé sexuelle et reproductive en fin de projet.	CI :N/A LB :N/A SL : N/A	CI :85% LB :85% SL : 95%	Source primaire: Enquêtes de référence/CAP/ Rapport d'activité et pre et post test formations

	Logique d'intervention	Indicateurs objectivement vérifiables et quantifiés si possible	Baseline (PROSSAN 2)	Target / Cible (PROSSAN 2	Sources et moyens de vérification – Méthode de mesures
	participation active des organes communautaires de gestion des structures	3.1. Nombre de plans de plaidoyer pour l'amélioration de la santé sexuelle et reproductive, la gratuite ciblée, la nutrition et la santé mentale, existants et mis en œuvre par la société civile ou ACF	CI : N/A LB : N/A SL : N/A	CI:4 LB:1 SL:2 at community level	<u>Sources Primaires:</u> Plan stratégique de plaidoyer, rapports d'avancement du plaidoyer, rapports d'activités
		3.2. Nombre d'engagements annoncés par les autorités nationales et décentralisées suite aux actions de plaidoyer menées par les OSCs et ACF	CI: N/A LB: N/A SL: N/A	CI: Au niveau décentralisé: 2, au niveau national 2  LB: 2  SL: 2 at district level and 2 at community level	Sources primaires et secondaires : Compte-rendu de réunion, Journal officiel, Copie d'articles de journaux, Communiqués de Presse, Stratégie et politiques révisées, Rapports d'activités.
Activités	formative supervision integrated management  Côte d'Ivoire  Activity 1.1.1: Support for	and organisational skills through of health personnel and support for the nt of health services	1.1. Renforcer supervision intégrée de Côte d'Ivoire : Activité 1.1.1	ons formatives on des services de s	étences cliniques et organisationnelles via des du personnel de santé et appui à la gestion santé ctionnalité des comités médicaments intégrant le

Logique d'intervention	Indicateurs objectivement vérifiables et quantifiés si possible	Baseline (PROSSAN 2)	Target / Cible (PROSSAN 2	Sources et moyens de vérification – Méthode de mesures
departmental health direct effectiveness of targeted from Activity 1.1.3: Support for validation of health data Activity 1.1.4: Support for to (Gonzagueville and Abobo)	the 4 health districts in the analysis and the certification of 2 ISSAB health centers Baoulé)  0 members of CECom on the community	4 départemen Activité 1.1.3 données sanita Activité 1.1.4: Baoulé)	tales notammen  : Appui des 4 aires  Appui à la certif  Formation de 10	rvision par les 2 directions sanitaires régionales et it sur l'effectivité de la gratuité ciblée districts sanitaires à l'analyse et validation des fication de 2 CdS ISSAB <sup>11</sup> (Gonzagueville et Abobo membres de CECom <sup>12</sup> sur le suivi communautaire
and referral pathway  Activity 1.1.2: Support in d MIYCF and SRHR material a  Activity 1.1.3: Mentoring/ MHPSS-P, MIYCF and SRHR  Activity 1.1.4: Support qua meetings and data collection  Activity 1.1.5: Support re identification of focal poin girls, men and women surv	coaching and quarterly supervisions for arterly of district and county coordination	MHGap, AMN. Activité 1.1.2 nutrition, de SI Activité 1.1.3: MHPSS-P, AMI Activité 1.1.4 et des contés e Activité 1.1.5 d'orientation,	E, DSSR <sup>13</sup> et la v : Soutien à la d MSPS-P, de la AN Mentorat/coac NJE et DSSR : Soutenir les ré et la collecte de : Soutenir la identification de	2 personnes par 8 unités de santé publique sur le oie d'orientation iffusion du matériel et des outils de la de santé, ANJE et de la DSSR pour 8 unités de santé publique. hing et supervisions conjointes trimestrielles pour unions trimestrielles de coordination des districts données  voie d'orientation (cartographie, formulaires es points focaux, la coordination et de suivi) pour nes et les femmes qui survivent ou risquent d'être

<sup>&</sup>lt;sup>11</sup> ISSAB : Initiative Structures de Santé Amis des Bébés

<sup>&</sup>lt;sup>12</sup> CeCOM : Cercles Communautaires (Comité mixte de volontaires communautaires et de personnels de santé)

<sup>&</sup>lt;sup>13</sup> MHGap : Mental Health Gap

Logique d'intervention	Indicateurs objectivement vérifiables et quantifiés si possible	Baseline (PROSSAN 2)	Target / Cible (PROSSAN 2	Sources et moyens de vérification – Méthode de mesures	
program (on basis of MHPS	ng to 16 CHW/CHV on national CHW/MH is and protection, identification signs of athway) and community based Nutrition	victimes de problèmes de protection, et assurer le suivi des personnes en détresse émotionnelle dans les communautés ciblées.			
and SRHR activities. <u>Activity 1.1.7:</u> Support qua	arterly coordination meetings between	ASC/SM (sur la signes de détr	a base de la SM esse, de la PFA	nation de 16 ASC/VSC <sup>14</sup> sur le programme national ASPS <sup>15</sup> et de la protection, de l'identification des de la voie d'orientation) et sur les activités	
CHW/CHV and PHU staff  Activity 1.1.8: Support 16 nutrition, SRHR, MHPSS and	· · · · · · · · · · · · · · · · · · ·	Activité 1.1.7	es de nutrition e : Soutenir les r personnel des C	éunions trimestrielles de coordination entre les	
		Activité 1.1.8 : Soutenir 16 ASC/VSC à mener des activités de nutrition, de DSSR, de SMSPS et de protection.			
Sierra Leone:		Sierra Leone :			
	erly monitoring and supervision sessions g HMIS, stock management, MHgap and reetown and Bonthe	Activité 1.1.1: Soutenir les sessions trimestrielles de suivi et de supervision des PHU <sup>17</sup> par le DHMT <sup>18</sup> (y compris le HMIS <sup>19</sup> , la gestion des stocks, le MHgap et la supervision de la protection) à Freetown et Bonthe.			
on leadership and manager	Activity 1.1.2: Refresher training to DHMT and 10 health facility staffs on leadership and management skills (training focused on HMIS on completeness and timeliness, stock and HR management, work		personnel des établissements de santé en matière de leadership et de gesti		
	Activity 1.1.3: Support 6 DHMT members for mentoring and coaching of Health care workers in freetown and Bonthe		Activité 1.1.3 : Soutenir 6 membres de l'équipe de gestion sanitaire pour mentorat et l'accompagnement des travailleurs de la santé à Freetown et Bonth		
	Activity 1.1.4: Support 1 induction training to 30 CHWs in Freetown and in Bonthe and 8 CWC in Freetown on national program (Maternal			mation d'initiation pour 30 ASC à Freetown et à sur le programme national (santé maternelle et	

<sup>&</sup>lt;sup>14</sup> VSC / ASC : Volontaires de santé communautaires ou agents de santé communautaires

<sup>&</sup>lt;sup>15</sup> SMSPS : Santé Mentale et Soutien Psychosocial

<sup>&</sup>lt;sup>16</sup> PFA: Psychological First Aid ou Premiers Secours Psychologiques.

<sup>&</sup>lt;sup>17</sup> PHU: Primary Health Units

<sup>&</sup>lt;sup>18</sup> DHMT : District Health Management Team

<sup>&</sup>lt;sup>19</sup> HMIS : Health Management Information System ou système de gestion de l'information sanitaire

Logique d'intervention	Indicateurs objectivement vérifiables et quantifiés si possible	Baseline (PROSSAN 2)	Target / Cible (PROSSAN 2	Sources et moyens de vérification – Méthode de mesures	
and Child health, MHPSS & referral pathways)	Protection, including PFA training and	infantile, SMSI référence).	PS et protectio	n, y compris la formation PFA et les voies de	
·	ply of medical equipment and materials ening tools, medical consumables, etc.) in		nt, outils de dép	re d'équipements et de matériels médicaux (kits istage nutritionnel, consommables médicaux, etc.)	
IMAM, SRH, MHPSS and p	rotection (including identifying signs of ues, MHGap and referrals to specialised	personnel des l'identification	PHUs sur l'IMAN des signes de dé	nation et 1 remise à niveau pour 30 membres du M <sup>20</sup> , la DSSR, la SMSPS et la protection (y compris étresse et des problèmes de protection, MHGap et spécialisés à Freetown et IMNCI, à Bonthe).	
survivors or at risk of protec	pathway for boys, girls, men and women tion concerns in Freetown and Bonthe nutrition, health and mental health	filles, les homn	nes et les femm	ce un système d'orientation pour les garçons, les es qui ont survécu à des problèmes de protection nes à Freetown et à Bonthe.	
stakeholder coordination m <a href="Activity 1.1.9">Activity 1.1.9</a> : Support qu	eetings in Freetown and Bonthe arterly coordination meetings between	Activité 1.1.8 : Soutenir les réunions de coordination des acteurs de la nutrition de la santé et de la santé mentale à Freetown et à Bonthe.			
<del> </del>	Staffs on Basic HIV services (including sion of HIV services in their routine	et le personnel Activité 1.1.10	l des unités de sa : Former le pers	unions trimestrielles de coordination entre les ASC anté publique à Bonthe.  sonnel d'ACF sur les services de base liés au VIH (y d'inclure les services liés au VIH dans leurs activités	
Activity 1.1.10: Capacitate	ACF/ DHMT staff on capacity building participatory assessment, Training,	de suivi de rou	tine. (Solthis) <u>0</u> : Former le	personnel d'ACF/ DHMT aux approches de (mentorat, évaluation participative, formation,	
	the capacity of health care workers from ervices according to National Guidelines	Activité 1.1.10		s) s capacités des travailleurs de la santé de 5 sites selon les directives nationales (Solthis)	
	nt mentorship with ACF/DHMT teams to f HIV activities integration. (Solthis)		_	mentorat conjoint avec les équipes d'ACF/DHMT de l'intégration des activités VIH. (Solthis)	

 $<sup>^{20}</sup>$  IMAM = Integrated Management of Acute Malnutrition ou Gestion intégrée de la malnutrition aiguë.

Logique d'intervention	Indicateurs objectivement vérifiables et quantifiés si possible	Baseline (PROSSAN 2) Target / Cible (PROSSAN 2) Sources et moyens de vérification – Méthode de mesures			
	t participatory assessment in PHUs in terms of n into other Health services within the Health	Activité 1.1.12 : Réaliser une évaluation participative dans les PHU en termes d'intégration des services VIH dans d'autres services de santé au sein des établissements de santé (Solthis)			
(Solthis)  Activity 1.1.14: Ensure (Solthis)  Activity 1.1.15: Ensure the HMIS (Solthis)  Activity 1.1.16: Train Solution 1.1.17: Train psychosocial compone	basic equipment are available for HIV units HIV/AIDS related data are reported through olthis staff on Psychological First Aid ing session to frontline Solthis staff on int (psychological consequences on patients, cress, referral pathways)	Activité 1.1.14: Veiller à ce que les unités VIH disposent d'un équipement de base (Solthis)  Activité 1.1.15: Veiller à ce que les données relatives au VIH/SIDA soient communiquées par le biais du système d'information sur les ménages (HMIS (Solthis)  Activité 1.1.16: Former le personnel de Solthis aux premiers secours psychologiques			
adolescents in Sex	he provision of care for youth and tual and Reproductive Health, Child Health, Health, Psychosocial Support and Protection	1.2. Amélioration de l'offre de soins pour les jeunes et les adolescents en Santé Sexuelle et Reproductive, Santé infantile, VIH/Sida, Santé Mentale, Soutien psychosociale et Protection			
Sierra Leone:		Sierra Leone :			
Activity 1.2.1: Engaging existing AFS	ng stakeholders in strengthening 4 already	Activité 1.2.1 : Impliquer les parties prenantes dans le renforcement de 4 espaces conviviaux pour les jeunes et les adolescents déjà existants			
Activity 1.2.2: Rehabi adolescents' friendly sp	litation and provision of material for the paces	Activité 1.2.2 : Réhabilitation et fourniture de matériel pour les espaces conviviaux pour les adolescents			
Activity 1.2.3: Training participation	g to Social workers from MoSW with CAPS	Activité 1.2.3 : Formation des travailleurs sociaux du ministère de la santé et de services sociaux (MoSW) avec la participation du CAPS			
	ion meeting with PHU staff and MoSW staff on S	Activité 1.2.4 : Réunion d'orientation avec le personnel du PHU et du MoSW su la gestion de l'AFS			
Activity 1.2.5: Social wo	orker integration workshop	Activité 1.2.5 : Atelier d'intégration des travailleurs sociaux			

Logique d'intervention	Indicateurs objectivement vérifiables et quantifiés si possible		Target / Cible (PROSSAN 2	Sources et moyens de vérification – Méthode de mesures
Activity 1.2.6: Provide tech support to social workers to	nical (CAPS and ACF) and financial (ACF) orun AFS	Activité 1.2.6 : Fournir un soutien technique (CAPS et ACF) et financier (ACF) aux travailleurs sociaux pour la gestion de l'AFS		
1.3. Improvement the man accountability of healt		_	n des dysfonctionnements et de la redevabilité à-vis des communautés	
complaint collection system  Activity 1.3.2: Support the of meetings in the targeted he	organization of accountability committee	collecte électro Activité 1.3.2 : dans les centres	nique de plaint Appuyer à l'or s de santé ciblé	rganisation de réunions des comités redevabilité
on complaint management in the health centers, disser	de gestion des plaintes auprès des communautés (affichage dans les centres de santé, diffusion via les CECom, etc.)			
	ual beneficiary feedback survey	Libéria :  Activité 1.3.1 : bénéficiaires	Réaliser une e	enquête annuelle sur le retour d'information des
(FCM): organize training (D on roles, responsibility and Activity 1.3.2: Support mor of complaints, analysis a individuals for Facility Mana	nthly meetings and continuous collection and feedback to the community and agement Committees (FMCs) Quality of Care Improvement Approach in	(FCM): organis membres du FN Activité 1.3.2: plaintes, l'analy pour les comité Activité 1.3.3: N	ser des format MC sur les rôles Soutenir les ro rse et le retour s de gestion de Mettre en œuvr	écanisme de retour d'information et de plaintes tions (DHMT/CAWeC) pour les anciens/nouveaux , les responsabilités et les fonctions. éunions mensuelles et la collecte continue des r d'information à la communauté et aux individus es installations (FMC). re l'approche d'amélioration de la qualité des soins OSSAN (Solthis).

Logic	que d'intervention	Indicateurs objectivement vérifiable quantifiés si possible	et Baseline (PROSSAN 2)	_	Sources et moyens de vérification – Méthode de mesures	
Activ	vities contributing to ou	itcome 2:	Activités con	tribuant au résul	tat 2:	
	2.1. Continuation of support for health activities for youth and adolescents (Adolescent Classes, School Health Clubs, Youth Spaces, Youth E-Health)			2.1. Poursuite du soutien aux activités santé en faveur des jeunes et adolescents (Classe / Groupe de soutien des adolescents et jeunes, Clubs scolaires de santé, Espaces Jeunes, E-Santé Jeune)		
Cote	d'Ivoire :		Côte d'Ivoire	:		
		f E-Santé Jeunes digital application e of version 2 (E-learning and streami			application digitale E-Santé Jeunes et formation des version 2 (E-learning et streaming)	
		reness raising to increase the numbe nté Jeunes application: 3,000			nsibilisations pour l'augmentation du nombre des tion E-Santé Jeunes : 3000	
		SSI in the organization of youth concollaboration with the CECOMs		Activité 2.1.3 : Appuyer le partenaire MESSI dans l'organisation de sessions de classes de jeunes dans la communauté en collaboration avec les CECOM		
	vity 2.1.4: Support MES ols through PNSSU-SAJ	SI in organizing youth class session		<u>Activité 2.1.4</u> : Appuyer MESSI dans l'organisation de sessions de classes de jeunes dans les écoles à travers le PNSSU-SAJ		
		SI in the realization of mass sensitization for youth and adolescents		<u>Activité 2.1.5</u> : Accompagner MESSI dans la réalisation d'activités de sensibilisation de masse à la SSR et Nutrition des jeunes et des adolescentes		
Liber	ria:		Libéria :			
scho Scho	Activity 2.1.1: In collaboration with the Ministry of Education and schools administration, support the establishment of 3 additional School Health Clubs in addition to the 5 School Health Clubs already established, refurbish and provide materials needed			Activité 2.1.1 : En collaboration avec le ministère de l'éducation et l'administration des écoles, soutenir la création de 3 clubs de santé scolaire supplémentaires en plus des 5clubs de santé scolaire déjà établis, remettre er état et fournir le matériel nécessaire.		
men SRH	Activity 2.1.2: Support 1 Training and formative supervision for 56 members from the 8 school health clubs on National guidelines on SRH and School Mental Health and on protection.		on membres des matière de sa	membres des 8 clubs de santé scolaire sur les lignes directrices nationales er matière de santé sexuelle et reproductive et de santé mentale à l'école, ainsi que		
Heal <u>Activ</u>	Health, Health and Nutrition Days in 8 schools  Activity 2.1.4: Support Health, nutrition and MHPSS			Activité 2.1.3 : Soutenir une activité de sensibilisation pendant les journées de la santé mentale, de la santé et de la nutrition dans 8 écoles.		
activ	rities/initiatives done by	SHC members in the communities				

Logique d'intervention	Indicateurs objectivement vérifiables et quantifiés si possible	Baseline (PROSSAN 2)	Target / Cible (PROSSAN 2	Sources et moyens de vérification – Méthode de mesures
Activity 2.1.5: Support 8 sc exchange experiences	Activité 2.1.4 : Soutenir les activités/initiatives en matière de santé, de nutrition et de SMSPS menées par les membres du SHC <sup>21</sup> dans les communautés.  Activité 2.1.5 : Soutenir 8 visites d'écoles entre les clubs de santé scolaires pour échanger des expériences.			
Sierra Leone:  Activity 2.1.1: Support 1 tincluding referral pathwa counsellors, 24 SHC leaders  Activity 2.1.2: Support CAW in 6 SHC on ASRH, MHPSS a	protection, y compris les voies d'orientation, pour 6 enseignants focaux du SHC 6 conseillers du SHC, 24 responsables du SHC, et 3 membres du personnel du CAWAC			
	ommunity health groups (Mother/Father oort Groups, HIV/AIDS Support Groups)		res, Groupes de	groupes communautaires de santé (Classes des soutien entre mères ou entre pères, Groupes de
Cote d'Ivoire:  Activity 2.2.1: Evaluate and revitalize the IGAs of the 10 CECom in order to support the organization of community activities (classes and sensitizations)		Côte d'Ivoire :  Activité 2.2.1 : Evaluer et redynamiser les AGR des 10 CECom en vue de souten l'organisation des activités communautaires (classes et sensibilisations)		
Liberia:  Activity 2.2.1: Training and (MSGs) on health and nutri	d support to 23 Mother Support Groups tion,	Libéria : Activité 2.2.1 sur la santé et		soutien à 23 groupes de soutien aux mères (MSG)

<sup>&</sup>lt;sup>21</sup> SHC : School Health Club ou Club Scolaire de Santé

Log	gique d'intervention	Indicateurs objectivement vérifiables et quantifiés si possible		Target / Cible (PROSSAN 2	Sources et moyens de vérification – Méthode de mesures		
reli pat <u>Act</u> rais	religious leaders on basis of MHPSS and protection and on referral pathway.			chefs religieux sur les bases de la SMSPS et de la protection et sur la voie l'orientation. <u>Activité 2.2.3</u> : ACF, en collaboration avec le Ministère de la Santé, organisera des			
Act MS Act Ass Act Nu Act Nu Act dis nut and	sGs on Nutrition, MIYCF, Stivity 2.2.2: Support 10 M sociations (VSLAs) in Free tivity 2.2.3: Conduct streatrition and MHPSS and protivity 2.2.4: Support a scussion, production and trition, MIYCF, SRH and Md Bonthe	et theatre in 10 communities for SRH, otection awareness in Freetown wareness raising via monthly radio airing of jingles in local languages on HPSS and protection activity in Freetown and nutrition, health and mental health	nutrition, AMN. Activité 2.2.2 d'épargne et de Activité 2.2.3 sensibiliser à la Activité 2.2.4: radio, la produ nutrition, la AM et Bonthe.	JE, DSSR et SMS : Soutenir 10 e prêt (VSLA) à l : Organiser du DSSR, à la nutr Soutenir la se action et la dif INJE, la DSSR et	mation et le soutien de 100 mères des MSG sur la SPS à Freetown.  MSG pour établir des associations villageoises Freetown et Bonthe  u théâtre de rue dans 10 communautés pour ition, à la SMSPS et à la protection à Freetown.  ensibilisation par des discussions mensuelles à la fusion de jingles dans les langues locales sur la la SMSPS et les activités de protection à Freetown  énements nationaux sur la nutrition, la santé et la Bonthe		
Cot Act	framework for women collaboration with civil te d'Ivoire	n enabling legal and regulatory and adolescent health in strategic	santé des f société civi Côte d'Ivoire : Activité 3.1.1 : 0 Activité 3.1.2 :	en faveur d'un d'emmes et des ile. Capitalisation so Appui pour l	tat 3 cadre juridique et réglementaire favorable à la adolescents, en collaboration stratégique avec la ur les innovations / approches du projet 'élaboration et la dissémination du document de e santé mentale		

Logique d'intervention	Indicateurs objectivement vérifiables et quantifiés si possible		Target / Cible (PROSSAN 2	Sources et moyens de vérification – Méthode de mesures
strategy document and the  Activity 3.1.3: Strength organizational) of CSO men to the SRPF, the network of Federation of CSOs for Heal Mindfull Change Foundation and administrative manage training (family planning, go Activity 3.1.4: Organize was support the formulation of themes (RH/FP, Nutrition, U Activity 3.1.5: Support the	Activité 3.1.3 : Renforcer les capacités (techniques et organisationnelles) des OSCs membres de la plateforme des OSCs engagées pour la SRPF, du réseau des jeunes leaders pour la nutrition, de la Fédération Nationale des OSCs pour la Sante en Côte d'Ivoire (FENOSCI) et de l'OSC Mindfull Change Foundation en Côte d'Ivoire (MCF-CI) : gestion associative et administrative, techniques de plaidoyer, formations thématiques (planning familiale, genre, santé et nutrition,).  Activité 3.1.4 : Organiser des ateliers d'élaboration de plans d'actions et d'appui à la formulation des messages de plaidoyer pour les OSCs sur les thématiques (SR/PF, Nutrition, CSU <sup>22</sup> et Santé mentale)  Activité 3.1.5 : Appuyer le développement et la mise en œuvre de 4 plans de plaidoyer (Nutrition, SRPF, CSU et Santé mentale) portés par les réseaux de la société civile.  Activité 3.1.6 : Appuyer la production de supports de communication afin d'améliorer la visibilité des réseaux d'OSCs			
Liberia:  Activity 3.1.1: Capitalization support group and PHU Me	on on school health club, and mother intal health	aux mères et la		ur le club de santé de l'école, le groupe de soutien de l'unité de santé publique.
Sierra Leone :  Activity 3.1.1 : Capitaliza Adolescent Friendly space,	ation on Mother support group, and SHCs	conviviaux pou	r les adolescent Contribuer à la	ur les groupes de soutien aux mères et les espaces ts, SHCs a révision/évaluation des politiques nationales de

<sup>&</sup>lt;sup>22</sup> CSU : Couverture Universelle de Santé UHC : Universal Health Coverage

Logique d'intervention	Indicateurs objectivement vérifiables et quantifiés si possible	Baseline (PROSSAN 2)	Target / Cible (PROSSAN 2	Sources et moyens de vérification – Méthode de mesures
Activity 3.1.2 : Contribute mental health national pol Activity 3.1.3: Support the pillars (NSRTP, COP-GBV, e (Community of Practice) in	(NSRTP <sup>23</sup> , COP-GBV <sup>24</sup> , etc.) au niveau locale national et du district (communau de pratique) à Freetown et Bonthe			
authorities to make a	organisations in their advocacy to get nd fulfil (at least partially) financial table and quality women and adolescent	que les au engageme	itorités prenne	ns de la société civile dans leur plaidoyer pour nt et réalisent (au moins partiellement) des en faveur d'une santé équitable et de qualité dolescents.
advocacy materials and e RH/FP, nutrition, UHC and Activity 3.2.2: Support CSC		de plaidoyer e la nutrition et Activité 3.2.2	Renforcer l'exp t le partage d'ex la CSU et la san Appuyer les ré	pertise des OSC à travers la production de supports expérience sur les thématiques clés que sont la SRPF, té mentale éseaux d'OSCs à faire le suivi des engagements des ition, la CSU et la Santé Mentale
advocacy action plans at no	completion and validation of the National	suivi des plans	d'action de pla Soutenir l'achè	lateformes de plaidoyer (SUNCSAL) pour assurer le idoyer au niveau national. vement et la validation du plan stratégique national
Sierra Leone:			_	oupes communautaires (5 à Freetown et 5 à Bonthe) l'action de plaidoyer.

<sup>&</sup>lt;sup>23</sup> National Secretariat for the Reduction of Teenage Pregnancy

<sup>&</sup>lt;sup>24</sup> COP-GBV : Community of Practices – Gender Based Violence ou Communauté de pratiques – Violences basées sur le Genre

Logique d'inte		ndicateurs objectivement vérifiables et quantifiés si possible		Target / Cible (PROSSAN 2	Sources et moyens de vérification – Méthode de mesures	
groups to follo  Activity 3.2.2 advocacy issue groups and lea  Activity 3.2.3: communities i	Activity 3.2.1: Support 10 community (5 In Freetown and 5 in Bonthe) groups to follow up on advocacy action plan  Activity 3.2.2: Support dialogue and influence meeting on key advocacy issues and law enforcement between community advocacy groups and leaders in Bonthe and Freetown  Activity 3.2.3: Support to advocacy events at community level in 5 communities in Freetown and Bonthe			clés du plaidoyer et l'application de la loi entre les groupes de plaidoye communautaires et les dirigeants à Bonthe et Freetown.  Activité 3.2.3: Soutien aux événements de plaidoyer au niveau communautaire dans 5 communautés de Freetown et de Bonthe		
Review meeting Joint monitoring Steering comm	line survey off workshop wings with partne ong field visits mittee meeting e and lessons le	ers	Atelier de lance Réunions de re Visites de cont Réunion des co	onnées de base ement du projet evue de projet av rôle conjointes s omités de pilota e sur la clôture d	avec les partenaires vec les partenaires sur le terrain	

### Annexe II: Critères d'évaluation

Afin d'évaluer le programme/projet/la mission selon chaque critère d'évaluation, l'évaluateur/trice répondra aux questions suivantes:

#### **Conception:**

- Dans quelle mesure, la conception est logique, permet une gestion axée sur les résultats (RBM) (activités et indicateurs répondent aux résultats) et comprend une stratégie de durabilité associant les partenaires nationaux (ONG et autorités) et les bénéficiaires?

#### Pertinence:

- Dans quelle mesure les objectifs de l'action de développement correspondent aux attentes des bénéficiaires, aux besoins du pays, à l'évolution du contexte, aux priorités globales, aux politiques des partenaires et des bailleurs de fonds?

#### Cohérence :

- Dans quelle mesure les interventions sont cohérentes entre elles, avec des interventions existantes, les politiques et stratégies globales et nationales pour assurer la cohérence, optimiser les synergies et minimiser les duplications?

#### **Couverture:**

- Dans quelle mesure les interventions répondent à la nécessité d'atteindre les principaux groupes de population jugés vulnérables, où qu'ils se trouvent. La couverture géographique est-elle appropriée ou suffisante ?

#### Efficience:

- Dans quelle mesure les ressources (fonds, expertise, temps, ressources humaines, logistiques etc.) sont converties en résultats de façon économe et adéquate?

#### Efficacité:

- Dans quelle mesure les objectifs du programme ont été atteints, ou sont en train de l'être, compte tenu de leur importance relative?

#### Durabilité:

- Dans quelle mesure, les bénéfices du programme continueront après la fin de l'intervention. Sommes-nous dans une situation par laquelle les avantages nets sont susceptibles de résister aux risques. Est-ce que les interventions menées dans les pays sont reproductibles ? Quelles sont les recommandations de l'évaluateur/rice pour assurer la durabilité si une deuxième phase était possible ? Est-ce que les stratégies de sortie proposées sont viables ?

### Potentialité d'Impact:

- Les premiers signes d'effets positifs et négatifs, primaires et secondaires, à court, moyen et long terme produits par l'intervention, directement ou indirectement, intentionnellement ou non.
- Réplicabilité: Dans quelle mesure les activités peuvent être répliquées (National ou interpays)? A quelle échelle et dans quel contexte?

# Intégration des questions de Genre et de la jeunesse (critère additionnel)

• Dans quelle mesure, le programme a intégré et répondu aux problématiques spécifiques des hommes, femmes, filles et garçons et aux problématiques spécifiques de la jeunesse et des adolescent-e-s ? Quelles sont les recommandations de l'évaluateur/trice pour une éventuelle seconde phase du programme ?

## Redevabilité vis-à-vis des bénéficiaires, des partenaires et des autorités

• Dans quelle mesure, le programme a permis la transparence du programme que ce soit lors de la sélection des sites à soutenir (centres de santé), la sélection des bénéficiaires (personnels de santé à former, bénéficiaires des activités de santé communautaire), la communication sur les activités du projet, le système de remontées des retours et plaintes ?

# Annexe III : Liste des documents du programme pour l'étude documentaire

Les documents suivants seront examinés par l'évaluateur.trice pendant la phase d'examen documentaire<sup>25</sup> :

Document	Descriptif
Evaluation finale du projet PROSSAN 1 en Côte d'Ivoire, Sierra Léone et Liberia	Evaluation externe indépendante du projet PROSSAN (phase précédente du PROSSAN 2)
NIONG_Projet Terrain_PROSSAN 2	Dernier document de projet envoyé à l'AFD
Annexe de la NIONG - Annexe 1 - Budget externe	Budget externe initiale
Annexe de la NIONG - Annexes 2, 5, 6 et 7	<ul><li>2) Cadre logique initiale</li><li>5) Fiches pays initiale</li><li>7) Zones d'intervention initiales</li></ul>
Programme d'Activités Prévisionnel de la Tranche 1	
Cadre logique amendé	Cadre logique amendé et validé par l'AFD suite à la révision du projet de juin 2023
Budget amendé	Budget amendé et validé par l'AFD suite à la révision du projet de juin 2023
Liste des bénéficiaires (partenaires)	Liste des bénéficiaires amendée et validée par l'AFD suite à la révision du projet de juin 2023
Rapport d'exécution de la Tranche 1 - Amendement	
Annexes du rapport d'exécution de la Tranche 1	
Cadre logique amendé	Cadre logique amendé et validé par l'AFD suite au rapport d'exécution de la tranche 1
Programme d'Activités Prévisionnel de la Tranche 2	
Présentation de la revue à mi-parcours avec l'AFD	Présentation faite à l'AFD en présence des partenaires d'implémentation du PROSSAN 2
APRs quantitatifs et narratifs de la Côte d'Ivoire	Outils de suivi des activités par ACF
APRs quantitatifs et narratifs du Liberia	Outils de suivi des activités par ACF
APRs quantitatifs et narratifs de la Sierra Leone	Outils de suivi des activités par ACF
Rapports d'activités partenaire Côte d'Ivoire	Outils de suivi des activités par le partenaire
Rapports d'activités partenaire Liberia	Outils de suivi des activités par le partenaire
Rapports d'activités partenaires Sierra Leone	Outils de suivi des activités par les partenaires
Baseline Côte d'Ivoire	Endline de DDOCCAN 4 à comit de haceline
Baseline Sierra Leone	Endline de PROSSAN 1 à servit de baseline pour PROSSAN 2
Baseline Liberia	

\_

<sup>&</sup>lt;sup>25</sup> Cette liste n'est pas exhaustive et pourras être amenée à évoluer, d'autant plus que les équipes sont en train de développer ou supporter le développement de nouvelles stratégies nationales ou du projet.

Stratégie de mise en œuvre des classes de jeunes	Outil qui décrit la démarche à suivre pour réaliser les classes des jeunes depuis la formation des animateurs, à la constitution des classes et à leur animation
Stratégie de gestion des AGR	Elle retrace la méthodologie de mise en œuvre des AGR depuis l'identification jusqu'à la gestion des fonds générés pour soutenir les activités communautaires
Rapport du diagnostic de la FECECOM et des CECOM – DSC PS	Permet de mettre en exergue la démarche adoptée pour la réalisation de ce leurs activités comparativement au référentiel national de mise en œuvre des activités communautaires
Eléments de capitalisation réalisée ou en cours en Côte d'Ivoire	
Eléments capitalisation réalisés ou en cours en Sierra Léone	
Eléments de capitalisation réalisée ou en cours au Libéria	
Politiques et directives nationales en Côte d'Ivoire	
Politiques et directives nationales en Sierra Léone	
Politiques et directives nationales au Liberia	
Accord-cadre de partenariat avec le MoSW en Sierra Léone	
Accord-cadre de partenariat avec l'OIM en Sierra Léone	
Statuts et règlements intérieur des CECom en Côte d'Ivoire	
Les scores qualité réalisés par Solthis en Sierra Leone	

# Annexe IV : Liste des personnes à interroger

L'Évaluateur.trice va tenir des entretiens avec les parties prenantes suivantes  $^{26}$ :

Interne						
Nom	Lieu	Position et organisation (ACF)	Contact			
Sylvain Dupont	Côte d'Ivoire, Sierra Leone, Liberia	Coordinateur Programme PROSSAN,	coordoreg@ci-actioncontrelafaim.org			
Aurélie Férial	France	Directrice Régionale des Opérations Adjointe (Siège)	aferial@actioncontrelafaim.org			
Léana Brielles	France	Chargée d'Appui aux Programmes (Siège)	<u>Ibrielles@actioncontrelafaim.org</u>			
Fabienne Rousseau	France	Référente régionale Santé & Nutrition pour le Liberia (Siège)	frousseau@actioncontrelafaim.org			
Angélique Muller	France	Référente régionale Santé & Nutrition pour la Sierra Leone et la Côte d'Ivoire (Siège)	amuller@actioncontrelafaim.org			
Xuan Phan	France	Référente régionale Santé Mentale et Psychosocial pour les 3 pays (Siège)	xphan@actioncontrelafaim.org			
Sofia Rodriguez Gomez	Côte d'Ivoire, Sierra Leone, Liberia	Responsable de Département SMPS-P flying (3 pays)	sgomez@actioncontrelafaim.org			
Yannick Pouchalan	Côte d'Ivoire	Directeur Pays Côte d'Ivoire	dp@ci-actioncontrelafaim.org			
Jean-Pierre Kouamé	Côte d'Ivoire	Directeur Pays Adjoint Côte d'Ivoire,	dpadjoint@ci-actioncontrelafaim.org			
Agbo Pierre Adou	Côte d'Ivoire	Responsable de département Santé & Nutrition, Côte d'Ivoire	rddnutsante@ci-actioncontrelafaim.org			
Taly Marie Conforte Koudou Epse Koffi	Côte d'Ivoire	Responsable adjointe de Département SMPS-P, Côte d'Ivoire	rddasmps@ci-actioncontrelafaim.org			
Placide Kolleti	Côte d'Ivoire	Chargé suivi évaluation, Côte d'Ivoire	chargesuivieval@ci- actioncontrelafaim.org			
Roger Konan	Côte d'Ivoire	Responsable Programme PROSSAN, Côte d'Ivoire	rpnutsante@ci-actioncontrelafaim.org			
Kouaka Michel Kepo	Côte d'Ivoire	Responsable programme adjoint	rpanutsante@ci-actioncontrelafaim.org			
Sukhdev Sharma	Liberia	Country Director, Liberia	cd@lr-actionagainsthunger.org			
Jacob F Tengbey	Liberia	Program coordinator, Liberia	pc@lr-actionagainsthunger.org			

<sup>&</sup>lt;sup>26</sup> Cette liste est non-exhaustive. Les personnes mentionnées en orange seront interviewés en avance par ACF, celles en vert seront interviewés à distance par l'équipe de consultance en décembre 2024.

Tekar Jallah Bundor	Liberia	Health & Nutrition Head of Department, Liberia	nhhod@lr-actionagainsthunger.org
Florence Boffa Washington	Liberia	MHPSS Deputy Head of Department, Liberia	mhpss-deputy-hod@lr- actionagainsthunger.org
Olive Brenda Cisco	Liberia	Gender and protection manager, Liberia	genderprotect-mgr@lr- actionagainsthunger.org
Alvin B Menyon II	Liberia	MEAL Manager, Liberia	mealmanager@lr- actionagainsthunger.org
Poka Koffi Brown	Liberia	MHPSS PM (PROSSAN focal point), Liberia	mhpspm@lr-actionagainsthunger.org
David Jallah	Liberia	MHPSS Officer	mhpss-officer2@lr- actionagainsthunger.org
Albertha Caroline Gonwah- Ketter	Liberia	MHPSS Officer	mhpss-officer@lr- actionagainsthunger.org
Timothy Murungi	Sierra Leone	Country Director Sierra Leone	cd@sl-actionagainsthunger.org
Abu Desmond Kamara	Sierra Leone	Health & Nutrition Head of Department, Sierra Leone	hnhod@sl-actionagainsthunger.org
Ambrose Momoh	Sierra Leone	PROSSAN Deputy Program Manager, Sierra Leone	nutdeputymgr@sl- actionagainsthunger.org
Sallieu Kamara	Sierra Leone	MEAL Manager	mealm@sl-actionagainsthunger.org
Massah Fatmata Bintu	Sierra Leone	Mental Health and Psychosocial Support Head of Project	mhpsshop-ft@sl-actionagainsthunger.org
Alimatu Bah	Sierra Leone	Midwife	midwife-ft@sl-actionagainsthunger.org
Externe			
Nom	Lieu	Position et organisation	Contact
Sylvie Blum	France	Responsable de projets AFD Division Organisations de la Société Civile (DPA/OSC)	blums@afd.fr
Sandrine Bouille	France	Responsable Desk SOLTHIS (siège)	sandrine.bouille@solthis.org
Maurice KWITE	Sierra Leone	SOLTHIS, Head of Mission Sierra Leone	headofmission.sl@solthis.org dirpays.sl@solthis.org
Lawson MBOLUEH	Sierra Leone	Project Coordinator, SOLTHIS Sierra Leone	programcoordinator.sl@solthis.org
Feremusu Kamara <sup>27</sup>	Sierra Leone	EMTCT Officer, SOLTHIS Sierra Leone	emtct.prossan@solthis.org
George Kouadio Koffi	Côte d'Ivoire	Directeur Exécutif MESSI	ong_lemessi@yahoo.fr presigeorges@yahoo.fr

-

<sup>&</sup>lt;sup>27</sup> Feremusu sera interviewée en amont par les équipes d'ACF, son poste se clôturant fin septembre 2024.

Tougma Diana	Côte D'ivoire	Responsable programme adjoint	dianetougma@gmail.com
Takutchié Verone	Côte d'Ivoire	Responsable Administrative et Financière	verone_takutchie@yahoo.fr
Dr Ouattara Seydou	Côte d'Ivoire	Directeur Coordonnateurs du PNSSU-SAJ	seydouxfr@yahoo.fr
Dr Kouamé Oka	Côte d'Ivoire	Directeur Coordonnateur du PNN	reneoka@gmail.com
Dr Gnon Tanoh	Côte d'Ivoire	Directeur Coordonnateur du PNSME	pnsme12@gmail.com
Dr Kadja Françoise	Côte d'Ivoire	Directrice DSC	kadja.francoise@dsccom-ci.org
Dr KOULOU Edmond	Côte d'Ivoire	Directeur, Région Sanitaire d'Abidjan 1, Côte d'Ivoire	koulou_edmond@yahoo.fr
Dr OURA Christine	Côte d'Ivoire	Directeur District Sanitaire Abobo Ouest, Côte d'Ivoire	ourachristine@yahoo.fr
Dr ADINON Philomène	Côte d'Ivoire	Directeur District Sanitaire Cocody Bingerville, Côte d'Ivoire	kacouphilo@yahoo.fr
Naomi Tulay Solanke	Liberia	Exécutive Director, CHI	naomi.tsolanke@gmail.com
Ansatue Siryon	Liberia	County Mental Health Coordinator	siryonyansatue@gmail.com
Nancy T. Bonner	Liberia	County Reproductive Health Coordinator	nancy2007china@yahoo.com
Vicky Bundor	Liberia	County Nutrition Coordinator	bundorvicky@gmail.com
Benedict Nyae	Liberia	Montserrado County Gender Coordinator	benedictnyae@gmail.com
Mercy Johnson	Liberia	Program Coordinator (SRHR), School Health Division, Ministry of Education	mercymason75@gmail.com
Zoe Kanneh	Liberia	Program Coordinator (WASH), School Health Division, Ministry of Education	zoekanneh4@gmail.com
Dr Foday Sesay	Sierra Leone	DHMT WAU	fsesay27@yahoo.com
Dr. Sylvia Fasuluku- Wusman	Sierra Leone	DHMT WAR	wusman@dhmt-war-sl.org
Foday Sesay	Sierra Leone	Project Manager, CAWEC	cawec172007@yahoo.com
Edward Bockarie	Sierra Leone	Programme Director, CAPS	ebockarie@capssl.org

# Annexe V: Tableau des critères d'évaluation

L'évaluateur.trice doit utiliser le tableau suivant afin de noter les performances globales de l'intervention en faisant usage des critères CAD. Le tableau doit être inclus soit dans le résumé exécutif soit dans le corps du texte du rapport.

Critères	Notation			Justification		
	(1 pauvre, 5 élévé)		vé)			
	1	2	3	4	5	
Conception						
Pertinence						
Cohérence						
Couverture						
Efficience						
Efficacité						
Durabilité et reproductibilité						
Potentialité d'impact						
Intégration du genre et de la jeunesse						
Redevabilité						

Guide de notation des critères d'évaluation:

Note	Définition
1. Insatisfaisant	La performance a été constamment inférieure aux attentes dans la plupart des domaines d'étude liés aux critères d'évaluation. La performance globale pour les critères d'évaluation n'est pas satisfaisante en raison de graves lacunes dans certains des domaines. Des améliorations considérables sont nécessaires. Le rapport d'évaluation contient des recommandations visant à améliorer la performance et Action contre la Faim surveillera les progrès enregistrés dans ces domaines.
2. Amélioration nécessaire	La performance n'a pas toujours été à la hauteur des attentes dans certains domaines de l'évaluation — la performance n'a pas répondu aux attentes dans un ou plusieurs domaines d'étude essentiels. Il faut faire des améliorations dans un ou plusieurs de ces domaines. Le rapport d'évaluation contient des recommandations visant à améliorer la performance et Action contre la Faim surveillera les progrès enregistrés dans ces domaines clés.
3. Dans l'ensemble, répond aux attentes	Dans l'ensemble, la performance a répondu aux attentes dans tous les domaines essentiels de l'évaluation et la qualité globale du travail était acceptable. Les éventuelles recommandations sur les domaines pouvant être améliorés se trouvent dans le rapport d'évaluation.
4. Répond aux attentes	La <b>performance a constamment répondu aux attentes</b> dans tous les domaines essentiels de l'évaluation et la <b>qualité</b> globale <b>du travail était assez bonne</b> . Les attentes les plus importantes ont été satisfaites.
5. Exceptionnel	La performance a constamment répondu aux attentes grâce à la haute qualité du travail fourni dans tous les domaines essentiels de l'évaluation, et la qualité globale du travail a par conséquent été remarquable.

## Annexe VI: Modèle de Bonne Pratique

L'évaluation doit fournir un (1) exemple clé de bonne pratique du programme pour chacun des 3 pays. Cet exemple doit être en relation avec le domaine technique de l'intervention, soit en termes de procédés ou systèmes, et doit être potentiellement applicable dans d'autres contextes où Action Contre la Faim opère. Cet exemple de bonne pratique doit être présenté dans le résumé exécutif et dans le corps du texte du rapport.

Titre de la bonne pratique

(Max. 30 mots)

Elément novateur & caractéristiques clés

(Qu'est-ce qui rend la bonne pratique sélectionnée différente?)

Contexte de la bonne pratique

(Quelle était la justification de cette bonne pratique? Quels facteurs/idées/développements/événements ont mené à l'adoption de cette bonne pratique? Pourquoi et en quoi était-ce préférable à d'autres alternatives?)

Explication supplémentaire sur la bonne pratique choisie

(Elaborer sur les caractéristiques clés de la bonne pratique choisie. Comment celle-ci fonctionne dans la réalité? Qu'est-ce que cela implique? Comment a-t-elle été reçue par les communautés locales? Quelles étaient certaines de ses plus importantes/pertinentes caractéristiques? Qu'est-ce qui l'a rendue unique?)

Recommandations pratiques/spécifiques pour la reproduire

(Comment la pratique sélectionnée peut-elle être reproduite de manière plus vaste? Cette pratique peut-elle être répliquée (partiellement ou complétement) par d'autres programmes Action Contre la Faim ? Qu'est-ce que cela demanderait au niveau pratique? Qu'est-ce que cela demanderait au niveau des politiques?)

Comment la bonne pratique peut-elle être développée à l'avenir?

(Présenter les étapes à suivre pour améliorer la pratique et pour que la mission puisse encore tirer meilleur parti de cette bonne pratique)